

"Une chose est claire : nous devons aller aux élections", martèle Bujumbura

Jeune Afrique, 13 juin 2015 Alain Nyamitwe : « Le Burundi doit éviter de tomber dans un vide constitutionnel »

Alors que la crise politique au Burundi est à l'ordre du jour du conseil Paix et sécurité de l'Union africaine (UA) qui se tient samedi soir à Johannesburg, Alain Nyamitwe (photo), le ministre burundais des Affaires étrangères, a accepté de répondre à « Jeune Afrique ». Interview. Jeune Afrique : Les élections législatives et présidentielle se tiendront-elles bien aux dates annoncées, c'est-à-dire les 29 juin et 15 juillet ?

Alain Nyamitwe : C'est en tout cas l'espoir et la volonté du gouvernement, pour pourvoir le pays d'institutions légales prévues par la Constitution. Le tout est de ne pas créer de vide constitutionnel pour les organes de l'État. Qu'attendez-vous de ce 25e sommet de l'Union africaine (UA), où la situation au Burundi a été mise à l'ordre du conseil Paix et sécurité du samedi 13 juin au soir ? Nous espérons que le conseil Paix et sécurité pourra prendre le pouls exact de la situation au pays. La délégation burundaise aura l'occasion d'exprimer la réalité des faits sur place parce que malheureusement, dans toute cette histoire, la première victime a été la vérité. Les faits n'ont pas été rapportés à l'ONU comme il se devait. Quand on parle du Burundi, nous avons toujours l'impression que le pays brule. Quand on parlait des manifestations, nous avons l'impression que ça allait tout le monde basculait dans la violence. En réalité, ce n'était que trois à quatre quartiers de la capitale, même pas toute la capitale. Cela est donc important que donnions une présentation assez exhaustive de la situation sur le terrain. Nous allons aussi expliquer aux différentes délégations présentes les choix politiques du Burundi dans cette période cruciale des élections. Il s'agit d'un virage important, durant lequel nous devons doter notre pays d'institutions saines pour éviter de tomber dans un vide constitutionnel qui serait porteur de beaucoup plus de risques. Pourquoi le président Pierre Nkurunziza n'est-il pas venu en personne à ce sommet de l'Union africaine à Johannesburg ? Il y a encore du temps pour le sommet. Le sommet des chefs d'État se tient les 14 et 15 juin, nous allons donc pas trop vite en besogne. Pour des raisons de sécurité, je ne peux pas vous dire s'il vient ou non. Le départ du médiateur Saïd Djinnit a été interprété beaucoup comme un nouveau signe de blocage entre le camp présidentiel et l'opposition. Est-on dans une impasse ? Nous ne sommes pas dans une impasse. Je m'interroge plutôt sur l'intention de ceux qui ont poussé Saïd Djinnit à la sortie. Que voulaient-ils au juste ? Peut-être le saurons-nous dans les jours qui viennent. Ce qui est certain, c'est que le dialogue qu'il avait initié, à la demande de la même opposition, avait fait des progrès tangibles, reconnus par la communauté internationale, les Nations unies, l'Union africaine, ou encore la Communauté est africaine. Je pense donc que l'opposition ne peut pas avoir raison contre tout le monde. Quelles solutions propose le gouvernement ? Une chose est claire : nous devons aller aux élections. Deuxièmement, nous allons poursuivre le dialogue avec un autre médiateur, mais nous battrons ensemble, avec toutes les parties intéressées, sur ce qui a été fait par Saïd Djinnit. Nous n'allons pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Le président Pierre Nkurunziza ne renoncera pas à son troisième mandat ? Cette question ne se pose pas. Notre pays a des institutions et une décision a été rendue par une cour suprême. Elle doit être respectée. Ne craignez-vous pas un isolement du Burundi sur le plan international ? Cela dépend de ce que vous appelez isolement. Ce qui m'importe en tant que ministre des Affaires étrangères, c'est montrer la bonne foi du gouvernement et sa bonne disposition à travailler avec tout le monde. Nous espérons que tous nos partenaires vont pouvoir entendre et comprendre notre cri d'ouverture. Nous n'avons chassé personne, nous avons ouvert notre pays à tout type d'observateurs électoraux et même à tout type de médias pour montrer notre bonne volonté. Que deviennent les putschistes après la tentative de coup d'État du 13 mai contre Pierre Nkurunziza ? Je ne sais pas de chiffre précis mais il y a un bon nombre d'officiers de l'armée qui ont été arrêtés et dont les procédures suivent leurs cours, dans le respect des droits de la défense. Par contre, d'autres sont encore recherchés par la police et les institutions judiciaires de notre pays. Où est le général Godefroid Niyombare, le meneur des putschistes ? Je ne sais pas. Mais tous ceux qui se sont impliqués dans cette tentative de coup d'État sont recherchés. Il y a lui, mais aussi d'autres noms. Les médias privés ont été fermés depuis cet épisode. Quand leur ouverture ? Si ce n'est pas fait, cela doit être en voie de l'être. Nous nous sommes entendus, avant le départ de Saïd Djinnit, sur le fait que les médias privés pouvaient travailler au sein de la maison de la presse. Quand j'ai quitté Bujumbura, cette question était en train d'être réglée. Certains médias ont été utilisés à des fins de coup d'État. Cela nécessite donc un